

Au Burkina Faso, le temps de l'insécurité

Depuis la chute de Blaise Compaoré, en 2014, le pays est rattrapé par la menace terroriste



« La transition a tout remis en cause. Le Burkina n'est plus un ami des djihadistes »

LUC MARIUS IBRIGA
Autorité supérieure de contrôle d'Etat

OUAGADOUGOU - *envoyé spécial*

Une semaine après les attentats meurtriers de Ouagadougou, revendiqués par le groupe Al-Mourabitoune, affilié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le Burkina Faso a découvert, non sans surprise, qu'il en était fini du temps des illusions. L'illusion inoculée pendant le long règne de Blaise Compaoré (1987-2014) que ce pays enclavé d'Afrique de l'Ouest était, derrière des frontières poreuses mal protégées par une armée désorganisée, à l'abri des assauts kamikazes de petits commandos djihadistes semant la terreur à l'improviste dans la région. « *L'exception sécuritaire burkinabée était une anomalie, avec ou sans Compaoré* », résume un diplomate étranger.

Elle a pris fin dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16 janvier. Trois assaillants, trois visages juvéniles sur les photos publiées par AQMI, ont alors mitraillé le bar-restaurant Cappuccino, choisi pour sa clientèle étrangère, situé sur l'une des avenues principales de la ville. Du Cappuccino, où périrent vingt-six des trente victimes (plus les trois djihadistes finalement tués par les forces de sécurité burkinabées et françaises à quelques mètres de là), il ne reste qu'une façade éventrée, noircie par le feu.

Depuis se joue une autre bataille, non létale celle-ci, sur le terrain politique, entre partisans et adversaires de Blaise Compaoré. Salif Diallo, ancien compagnon de route de l'ex-président devenu, sur le tard, l'un des principaux artisans de sa chute, a tiré le premier. Dans un communiqué signé au nom de son parti, le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), le président de l'Assemblée

nationale se demande si ces attaques ne seraient pas liées aux « *connexions entre le Mujao [Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest] et l'ancien régime, dans le but d'installer le chaos dans [le] pays après l'échec du coup d'Etat du 16 septembre 2015* ».

Sous Compaoré, le Burkina Faso a échappé à l'onde de choc régionale provoquée par l'effondrement de la Libye de Mouammar Kadhafi. Mieux, Blaise Compaoré et une poignée de proches, tels Moustapha Chafi, son émissaire auprès des djihadistes, ou Gilbert Diendéré, son chef d'état-major particulier, jouaient les médiateurs auprès des groupes rebelles touareg ou islamistes radicaux qui faillirent englober le Mali voisin. Forts de leurs réseaux, ils participèrent activement à la libération d'otages occidentaux. « *Au point que l'on se dit qu'il y avait un pacte de non-agression, tacite ou pas, entre ces mouvements et les autorités burkinabées* », avance Jean-Pierre Bayala, colonel de gendarmerie à la retraite.

Les anciennes autorités se défendent d'avoir entretenu ces liaisons dangereuses. « *C'était un travail d'anticipation et d'infiltration, explique l'un des acteurs du système déchu. On avait tissé une toile d'informateurs sur toute la zone, notamment le long du fleuve*

Niger, que les djihadistes sont obligés de traverser quand ils remontent vers le nord. On avait étudié tous les coins qu'ils pouvaient utiliser pour se replier. Il n'y a jamais eu de relations incestueuses avec les groupes djihadistes. »

« Intérêts partagés »

Luc Marius Ibriga, patron de l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat, fer de lance institutionnel de la lutte contre la corruption, conteste ce point de vue. « *Ce*

pacte, dit le contrôleur général, reposait aussi sur des intérêts partagés dans les trafics en tout genre : drogue, armes, cigarettes... La transition [entre la chute de Blaise Compaoré, le 31 octobre 2014, et l'élection, treize mois plus tard, du nouveau président, Roch Marc Christian Kaboré] a tout remis en cause. Le Burkina Faso n'est plus un ami des djihadistes. »

Le pays est devenu une cible pour ces groupes qui se sont restructurés après avoir été lourdement frappés par l'opération militaire française « Serval », au Mali, lancée en janvier 2013. En avril 2015, pour la première fois au Burkina Faso, un Européen

– un ressortissant roumain, responsable du service de sécurité d'une mine – était enlevé. Puis ce fut, le même jour que l'attaque du Cappuccino, un couple d'Australiens. Plusieurs postes de gendarmerie ont aussi été attaqués près de la frontière malienne. Autant d'actes, opportunistes ou planifiés, revendiqués ou attribués à AQMI.

La dissolution, après l'échec du putsch de septembre 2015, du régime de sécurité présidentielle (RSP), troupe d'élite de 1300 hommes, progressivement transformée en garde prétorienne du clan Compaoré, a probablement rendu le Burkina plus vulnérable. « *Le RSP était la pierre angulaire des services de sécurité, affirme une source officielle française. Depuis sa dissolution, il n'y a plus de chef. A l'époque de "Blaise", on n'aurait pas pu éviter l'attaque du Cappuccino, mais, en revanche, l'après aurait été mieux organisé.* » Ce jour-là, il fallut ainsi attendre l'arrivée des forces spéciales françaises venues de Gao (Mali) pour neutraliser les assaillants. Pour le général Emmanuel Beth, ancien

ambassadeur de France au Bur-

kina et désormais membre associé du cabinet de consultance ESL, « *avoir évincé un certain nombre de personnes au RSP ou au ministère de l'intérieur a été une grande erreur. Il existait du temps de "Blaise" un dispositif qui faisait que l'information remontait remarquablement bien.* »

« *Ce dispositif reposait sur quelques individus, pas sur des institutions* », observe Jean-Pierre Bayala. Pour y remédier, une commission de réforme de l'armée a été créée. « *Une commission bidon, constituée uniquement de militaires et qui ne s'appuie sur*

aucune stratégie préalable par le pouvoir politique », critique un ancien ministre. La coordination antiterroriste régionale dans le cadre du G5 (Tchad, Mali, Niger, Burkina Faso, Mauritanie, plus la France et son dispositif « Barkhane ») est également perfectible. Les autorités planchent aussi sur la création d'une agence nationale du renseignement.

Mais s'attaquer au lobby militaire demandera une volonté politique affirmée. « *L'armée tient toujours une place importante dans la vie politique du pays. Le spectre de son immixtion dans la sphère politique, une constante dans l'histoire du Burkina depuis 1966, n'a pas disparu* », soulignait un rapport du centre de réflexion International Crisis Group (ICG), publié le 7 janvier. « *Pourtant, avertit Cynthia Ohayon, analyste à l'ICG, la réforme du système de sécurité n'est plus une priorité, elle est devenue une urgence.* » « *Le problème, conclut Juliette Bonkoungou, figure politique du parti de Blaise Compaoré, c'est que tout, ici, est une priorité, la santé, l'éducation, la sécurité...* » ■

CHRISTOPHE CHATELOT